



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 5 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 29 juin 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. RIMARK, Mme MARECHAL à M. BODIN, M. GEDON à Mme DUBOURG, M. MONMARCHON à M. BALDES

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

26 – CONVENTION ORANGE - ENFOUISSEMENT DU RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES RUE GROSPERRIN

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le programme de réhabilitation des voiries sur la ville se poursuit. L'année 2016 sera notamment consacrée à la rue Groperrin.

Dans un objectif d'esthétisme et de sécurisation, l'opération sera complétée par l'enfouissement du réseau de communications électroniques sur 70 m entre les numéros 1 et 13 de la rue.

Pour cela, une convention est nécessaire entre ORANGE, propriétaire du réseau et la ville de Blaye afin de déterminer la répartition des missions réalisées par chacun :

- Ville de Blaye : infrastructures de génie civil
- Société ORANGE : études et travaux de câblage.

La prestation effectuée par la société ORANGE, soit 1 860,00 € HT, sera financée par la ville de Blaye.

Cette dépense sera imputée au chapitre 21 article 21538.

En conséquence, il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout acte y afférent.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 24 juin 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 07/07/16

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20160705-32648-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

